



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



APPEL A PROJETS FEDER

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*

FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

OP6 Interrégional – Osp 5.2 Massif des Alpes

***Soutien à la mobilité durable et à l'accessibilité
dans le massif alpin***

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => europe.maregionsud.fr

Codification E-synergie :

Territoire :	<i>Région Sud</i>
Programme :	<i>Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Appel à projets :	<i>175-1 – AP-2025-FEDER MASSIF ALPIN – MOBILITE</i>
Codification :	<i>PR06>RSO5.2>RSO5.2_AlpesMobilité</i>
Service Guichet :	<i>Guichet Massif des Alpes</i>

TABLE DES MATIERES

1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS	3
2. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS	5
➤ 2.1 Lieu de réalisation	5
➤ 2.2 Bénéficiaire.....	5
➤ 2.3 Catégories d'actions	6
➤ 2.4 Date de démarrage de l'opération	9
➤ 2.5 Respect de la réglementation sur les aides d'Etat	9
➤ 2.6 Critères environnementaux.....	9
3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES	10
4. TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE.....	13
5. CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS	14
6. INDICATEURS	15
7. PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS	15
Pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le guide du candidat.	15
➤ 7.1 Portail e-Synergie	15
➤ 7.2 Composition du dossier de candidature	15
➤ 7.3 Contacts et renseignements.....	15
➤ 7.4 Recevabilité du dossier de candidature	16
8. MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS.....	16
9. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES.....	17
10. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION	17
➤ 10.1 Respect de la confidentialité	17
➤ 10.2 Traitement et protection des données à caractère personnel	17
ANNEXE I RELATIVE AUX CRITERES DE SELECTION.....	18
ANNEXE 2 RELATIVE AUX INDICATEURS.....	20

1. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en accord avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes, est responsable de la mise en œuvre du volet Massif Alpin du programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027.

Ce volet, doté de 34M€ de FEDER sur 2021/2027, s'organise autour de 5 thématiques, parmi lesquelles la thématique « **mobilité** », objet unique de ce présent appel à projets.

La mobilité durable et décarbonée est un enjeu majeur du Green Deal européen, d'autant que les transports sont le secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (35 %) et Auvergne-Rhône-Alpes (34.5 %).

La mobilité est également un enjeu clé du massif des Alpes, tant pour y accéder que pour s'y déplacer, que l'on soit visiteur, professionnel (en particulier saisonnier), enfant, jeune, aîné ou public plus ou moins dépendant.

Enfin, la mobilité sera un des enjeux forts des Jeux Olympiques et Paralympiques d'Hiver 2030 dans les Alpes françaises, que ce soit à travers la nécessité d'en réduire l'impact environnemental et sur le climat, mais aussi dans la perspective de laisser un héritage durable de ces Jeux sur le territoire des Alpes.

Les défis de la mobilité dans le massif alpin sont donc multiples et interconnectés. Ils touchent à la fois aux questions d'accès aux zones montagneuses, à la gestion des flux touristiques, à la préservation de l'environnement et à la nécessité de transition vers des solutions de transport plus durables. Une approche intégrée, alliant infrastructures modernes et résilientes, solutions de mobilité partagée et éco-responsabilité, sera cruciale pour répondre à ces défis tout en soutenant le développement économique et touristique de cette région emblématique.

L'appel à projets est dédié aux mesures 1, 2 et 3 du programme concerné :

Mesure 1 : Favoriser l'accessibilité et les écomobilités touristiques et de loisirs en lien avec les stratégies développées par les espaces valléens

Cette mesure vise à soutenir des projets de mobilité douce à des fins touristiques, de loisirs et quotidiennes qui s'inscrivent dans les stratégies des espaces valléens.

Favoriser l'accessibilité et les écomobilités touristiques et de loisirs dans le massif alpin est essentiel pour améliorer les flux touristiques et assurer un avenir durable tant pour les habitants que pour les visiteurs. Cela permet de répondre aux défis environnementaux (pollutions, émissions de gaz à effet de serre...), de préserver la beauté naturelle des espaces montagnards, d'améliorer la qualité de vie des communautés locales, et de garantir un développement économique et touristique plus équilibré et respectueux de l'environnement. Ces choix contribuent à faire des Alpes une destination touristique plus verte et plus responsable, tout en préservant son attractivité à long terme.

L'accessibilité dans les territoires de montagne désigne la facilité avec laquelle les personnes (habitants et visiteurs) accèdent à différents lieux, services et infrastructures situés dans ces zones. Cela inclut l'accès physique (voies douces et sentiers, transports publics, etc.) ainsi que l'adaptabilité

de ces infrastructures pour les personnes à mobilité réduite. L'accessibilité dans les montagnes prend également en compte les défis spécifiques liés aux conditions géographiques, climatiques et environnementales, afin de garantir une mobilité fluide et inclusive pour tous, tout en préservant les écosystèmes locaux.

L'écomobilité peut s'entendre à la fois comme un moyen de transport pour accéder à des sites touristiques, mais aussi comme un produit touristique et une expérience à vivre à part entière, tout en favorisant une approche durable.

Mesure 2 : Développer de nouvelles offres de mobilité dans les territoires alpins pour favoriser l'intermodalité

Cette mesure vise à soutenir des projets permettant d'enrichir les offres de mobilité durable et les services associés dans l'objectif de développer l'intermodalité.

Favoriser l'intermodalité dans les territoires alpins permet de rendre les déplacements plus pratiques et accessibles pour tous, tout au long de l'année. L'objectif est également d'encourager le report modal en diminuant la dépendance à la voiture individuelle, ceci afin de réduire l'empreinte écologique, et afin d'améliorer la gestion des flux, notamment touristiques. Enfin, c'est un levier important dans l'optique de dynamiser l'économie locale.

Il est donc essentiel de proposer aux habitants et aux visiteurs des solutions qui intègrent différents modes de transport (transports en commun, vélos, mobilité partagée etc.) de manière fluide et durable, tout en s'adaptant aux spécificités de la région.

Par l'intégration de ces solutions, les Alpes peuvent devenir un modèle de mobilité durable et efficace, particulièrement adapté aux défis géographiques, sociétaux, économiques et environnementaux des zones de montagne.

Mesure 3 : Améliorer les connaissances sur les enjeux de mobilité au sein du massif alpin, du point de vue de la résilience face aux risques naturels et de l'adaptation au changement climatique

Cette mesure a pour objectif de soutenir la réalisation d'études permettant d'identifier précisément les zones de vulnérabilités du réseau de transport sur le massif alpin face aux risques naturels, leur degré de vulnérabilité, ainsi que les scénarios de sécurisation et d'adaptation envisageables.

En effet, dans un contexte de changement climatique, la résilience d'un territoire dépend fortement de la capacité de son système de transport à faire face aux aléas climatiques. Au sein du massif alpin, une large partie du territoire est déjà confrontée à ces risques, dont l'impact va probablement augmenter du fait des évolutions induites par le changement climatique.

La résilience et la sécurisation de ces infrastructures de transport sont donc des enjeux majeurs. Il est essentiel de disposer de connaissances précises de l'état de vulnérabilité de celles-ci afin d'être en mesure de proposer des scénarios d'adaptation, d'en connaître les coûts, et d'identifier les perspectives de financement associés.

2. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères portent sur :

➤ 2.1 Lieu de réalisation

Une opération est éligible lorsqu'elle est réalisée sur le territoire du massif des Alpes.

➤ 2.2 Bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

Liste des bénéficiaires éligibles :

- Les collectivités territoriales
- Les parcs naturels régionaux
- Les parcs nationaux
- Les établissements publics, y compris établissements publics de coopération intercommunale
- Les syndicats mixtes
- Les associations
- Les entreprises publiques locales

Capacité financière du bénéficiaire¹ :

La subvention européenne intervenant sur la base du remboursement de dépenses engagées et payées, tout bénéficiaire doit disposer de la capacité financière/trésorerie pour réaliser l'opération subventionnée. Dans le cas des opérations comprenant un investissement dans une infrastructure ou un investissement productif, afin de garantir leur viabilité financière, le bénéficiaire doit notamment disposer des ressources financières et des mécanismes de financement nécessaires pour couvrir les frais d'exploitation et d'entretien.

Opération collaborative :

Le montage en opération collaborative² (opération de coopération entre un chef de file et d'autres partenaires de la subvention) est exclu.

¹ Article 73.2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

² Article 2 du décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027

➤ 2.3 Catégories d'actions

Les actions soutenues sont les suivantes :

Mesure 1 : Favoriser l'accessibilité et les écomobilités touristiques et de loisirs en lien avec les stratégies développées par les espaces valléens.

Les actions soutenues au titre de cette mesure peuvent prendre différentes formes :

- **Création, rénovation, aménagements de liaisons douces** (y compris conversion de voirie) entre différents points stratégiques et/ou touristiques du territoire favorisant tout type de mobilité (incluant la mobilité du quotidien) ayant un faible impact environnemental (voies piétonnes, cyclables, équestres)
- **Aménagements et équipements touristiques et services vélos, le long de voies douces, de sentiers :**
 - Aires de repos et mobilier urbain et équipements liés,
 - Signalétiques, visuels d'interprétation du paysage, jalonnements,
 - Services vélos : stationnement et abris vélos, bornes de recharge de VAE, consignes, stations de lavage, gonflage, réparation,
- **Etudes liées à un projet d'ascenseur valléen**

Les actions portées au titre de cette mesure doivent s'inscrire dans la stratégie de l'espace valléen concerné et faire l'objet d'une validation en comité de pilotage.

Les actions portées au titre de cette mesure peuvent être combinées avec des actions portées au titre de la mesure 2 au sein d'un seul et même dossier, sous réserve de la cohérence du projet global. Dans ce cas, il sera tout de même requis que les actions portées au titre de la mesure 1 fassent l'objet d'une validation en comité de pilotage de l'espace valléen.

Par conséquent, à titre indicatif, les actions suivantes ne pourront pas être soutenues :

- Les projets ne relevant d'aucune stratégie espaces valléens et n'ayant pas été validés en comité de pilotage,
- Les projets de sociétés de commercialisation, location de matériel,
- Les études seules (hors études liées à la mise en place d'un ascenseurs valléen)
- Les projets d'investissements pour la mise en place d'ascenseurs valléens (hors études)
- L'acquisition de véhicules, y compris vélos et VAE,
- Le fonctionnement et l'entretien de véhicules collectifs.

Mesure 2 : Développer de nouvelles offres de mobilité dans les territoires alpins pour favoriser l'intermodalité

Les actions éligibles comprennent les initiatives visant à enrichir les offres de mobilité durables et les services associés dans des aires multimodales :

- **Création, rénovation, aménagements d'aires multimodales pour le développement de solutions de mobilité**
 - Réalisation des infrastructures et mise en place des équipements nécessaires au fonctionnement de ces aires,
 - Implantation de mobilier urbain dédié aux différentes offres de mobilité (type signalétique, bornes d'information, abris, bancs, bornes IRVE pour l'autopartage),
 - Implantation d'équipements numériques (bornes wifi, bornes de recharge pour téléphones mobiles),
 - Mise en place de dispositifs visant à favoriser l'utilisation du vélo : équipements pour l'embarquement des vélos dans les transports en commun, aires de stationnement vélos, abris vélos anti-vol, services vélos (bornes de recharge pour vélos à assistance électrique, consignes, stations de lavage, gonflage, réparation)
- **Développement d'applications ou mise en place de solutions facilitant le référencement des données** afin de soutenir la gestion de la mobilité dans ces zones, et permettant notamment :
 - La planification des trajets intermodaux en temps réel (intégrant les horaires des transports publics, les itinéraires et aires de services vélo etc.),
 - La mise en relation des covoitureurs,
 - La réservation de véhicules en autopartage,
 - La mise en place de services de vélos en libre-service,
 - La mise en place de services d'auto-stop organisé,
 - La réservation de transport à la demande, de services de mobilités solidaires.

Les réalisations physiques (à savoir les travaux d'aménagement, l'implantation des équipements), devront avoir lieu dans des aires multimodales, c'est-à-dire des zones disposant d'au moins deux solutions de transport parmi lesquelles : bus, train, vélo, transport par câble, transport lacustre, mobilité partagée, mobilité solidaire.

A titre indicatif, les actions suivantes ne pourront pas être soutenues :

- Les projets qui contreviennent aux politiques et dispositifs des deux Régions partenaires du programme FEDER massif alpin :

- Equipements qui doublonnent des équipements déjà implantés (ex : stationnements vélos en gare TER en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du contrat Région Provence-Alpes-Côte d'Azur - Gares et connexions)
 - Equipements qui ne s'inscrivent pas dans une complémentarité et dans une logique de facilitation du parcours de l'utilisateur avec les équipements déjà financés par les deux Régions
 - Projets type mobilité servicielle (MaaS) qui ne sont pas mis en place dans une logique d'interface et de complémentarité avec des systèmes régionaux préexistants ou en cours de développement ;
- Les projets de construction, rénovation et aménagements de liaisons douces (financés dans le cadre de la mesure 1) ;
 - Les projets de stationnement voiture (hors espaces dédiés spécifiquement à la mobilité partagée) ;
 - Les projets de sociétés de commercialisation, location de matériel ;
 - Les études de conception et de maîtrise d'œuvre seules ;
 - Les ascenseurs valléens ;
 - L'acquisition de véhicules, y compris vélos et VAE ;
 - Le fonctionnement et l'entretien de véhicules collectifs.

Mesure 3 : Améliorer les connaissances sur les enjeux de mobilité au sein du massif alpin, du point de vue de la résilience face aux risques naturels et de l'adaptation au changement climatique

Sont soutenues au titre de cette mesure les études ayant pour objectif d'identifier et/ou de préciser la vulnérabilité des infrastructures et services de transport au sein du massif alpin face aux aléas climatiques, dans une perspective d'adaptation au changement climatique. Ces études peuvent notamment comprendre :

- Des cartographies des zones vulnérables du réseau,
- Des estimations du degré de vulnérabilité, notamment du point de vue des possibilités de substitution d'une infrastructure par une autre, de l'importance stratégique et économique des infrastructures etc.,
- L'élaboration de scénarios d'adaptation et de sécurisation, ainsi que les coûts des scénarios et les possibilités de financement associés.

Par conséquent, à titre indicatif, les actions suivantes ne pourront pas être soutenues :

- Les projets de construction, aménagements, rénovation d'infrastructures de transport
- Les projets de sociétés de commercialisation, location de matériel

➤ 2.4 Date de démarrage de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme inéligibles :

- les projets achevés à la date de dépôt de la demande de subvention, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués,
- les projets soumis au principe d'incitativité en application de la réglementation des aides d'Etat et qui auraient connu un début d'exécution antérieur à toute demande formalisée d'aide publique.

L'opération devra dans tous les cas disposer des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation au moment de la programmation de la subvention.

➤ 2.5 Respect de la réglementation sur les aides d'Etat

L'attribution de subventions européennes à une « entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat (article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne).

Dans le présent appel à projets, certains soutiens pourront ne pas être considérés comme étant une aide d'Etat dès lors qu'il pourra être démontré que : soit l'entreprise bénéficiaire n'exerce pas une activité économique ; soit le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence, qu'il n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ; soit l'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « de minimis ».

A défaut, il s'agira d'une aide d'Etat. L'Autorité de gestion devra alors vérifier si elle bénéficie d'un régime juridique permettant de la considérer comme compatible avec le droit de l'Union européenne.

Leur application est alors soumise à la vérification du respect des conditions qui leur sont propres.

➤ 2.6 Critères environnementaux

Dans le respect des articles 9 et 73 du règlement portant dispositions communes (RPDC) et afin de sélectionner des projets respectueux de l'environnement, l'autorité de gestion doit s'assurer que les projets sélectionnés ne causent pas de préjudice important à l'environnement. La mesure visée dans cet appel à projets n'ayant pas été identifiée comme susceptible d'impacter significativement l'environnement, et contribuant à la transition énergétique, la mise en œuvre éco-responsable des opérations sera appréciée au stade des critères de sélection.

3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au **guide du candidat** pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification.

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- rattachables au projet ;
- prévues dans le plan de financement du projet ;
- présentées HT.

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre le 1^{er} janvier 2021, date règlementaire de début d'éligibilité des dépenses, et le 30 Juin 2029, date limite de fin d'éligibilité des dépenses fixée par l'Autorité de gestion.

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels et/ou d'options de coûts simplifiés (taux forfaitaire). En effet, dans un objectif de simplification administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant des options de coûts simplifiés.

Les dépenses éligibles doivent figurer parmi les catégories suivantes :

Pour la mesure 1 :

- Dépenses d'investissement matériel et immatériel
 - Travaux de construction et d'aménagements
 - Achats d'équipements divers liés au projet (équipements liés à la mise en tourisme de l'aménagement, équipements en faveur de l'écomobilité...)
- Dépenses de prestations externes (uniquement si dépenses d'investissement matériel valorisées dans le plan de financement, hormis pour les études liées à un projet d'ascenseur valléen)
 - Études pré-opérationnelles et opérationnelles préalables à un investissement
 - Prestations relatives à la réalisation, la conduite du projet, à l'accompagnement pour la définition de l'aménagement et du service et sa mise en oeuvre (assistance à maîtrise d'ouvrage, études, accompagnement techniques, ...)
 - Prestations relatives à la médiation, sensibilisation en lien avec le projet
- Coûts indirects à hauteur de 7% des coûts directs

Sont exclues des dépenses éligibles :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens³ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027
- Les dépenses de personnel
- Les acquisitions de véhicules (y compris vélos, VAE)
- Les acquisitions foncières
- Les acquisitions en crédit-bail
- Les études seules (hors études liées à un projet d'ascenseur valléen)
- Les dépenses d'entretien des bâtiments ou sites et de mobilier intérieur
- Les contributions en nature
- Les frais d'amortissement
- L'auto-construction, les travaux en régie
- Les amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges,
- Les frais débiteurs, agios et autres frais financiers

Pour la mesure 2 :

- Dépenses d'investissement matériel et immatériel
 - Travaux de construction et d'aménagements
 - Achats d'équipements divers liés au projet (équipements liés aux nouvelles offres de mobilité, mobilier urbain, bornes...)
 - Acquisition de logiciels en lien avec des solutions numériques sur les offres de mobilité
- Dépenses de prestations externes (uniquement si dépenses d'investissement valorisées dans le plan de financement)
 - Études pré-opérationnelles et opérationnelles préalables à un investissement
 - Prestations relatives à la réalisation, la conduite du projet, l'accompagnement pour la définition de l'aménagement et du service et sa mise en oeuvre (assistance à maîtrise d'ouvrage, études ou accompagnement techniques, ...)
 - Prestations relatives à la médiation, sensibilisation en lien avec le projet
 - Location de licences (SaaS), coûts de maintenance et prestations en lien avec des solutions numériques sur les offres de mobilité (coûts éligibles si pleinement nécessaires à la réalisation du projet, et au prorata de sa durée de réalisation)
- Coûts indirects à hauteur de 7% des coûts directs

³ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes
Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER
Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ
Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

Sont exclues des dépenses éligibles :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens⁴ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027
- Les dépenses de personnel
- Les travaux de construction et aménagement de liaisons douces (à l'exception des travaux d'aménagement nécessaires au raccordement d'une voie douce existante à la zone multimodale objet du projet)
- Les acquisitions de véhicules (y compris vélos, VAE)
- Les acquisitions foncières
- Les acquisitions en crédit-bail
- Les études seules
- Les dépenses d'entretien des bâtiments ou sites et de mobilier intérieur
- Les contributions en nature
- Les frais d'amortissement
- L'auto-construction, les travaux en régie
- Les amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges,
- Les frais débiteurs, agios et autres frais financiers

Pour la mesure 3 :

- Dépenses de prestations externes : Prestations de conseils, d'expertise juridique, études techniques, outils d'aide à la décision, cartographie, diagnostics etc.
- Coûts indirects à hauteur de 7% des coûts directs

Sont exclues des dépenses éligibles :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union ou plan de relance tel que le Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens⁵ et dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027
- Les dépenses de personnel
- Les travaux
- Les acquisitions de véhicules (y compris vélos, VAE)
- Les acquisitions foncières

⁴ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

⁵ [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

- Les acquisitions en crédit-bail
- Les dépenses d'entretien des bâtiments ou sites et de mobilier intérieur
- Les contributions en nature
- Les frais d'amortissement
- L'auto-construction, les travaux en régie
- Les amendes, pénalités financières, frais de justice et de contentieux, exonérations de charges,
- Les frais débiteurs, agios et autres frais financiers

4. TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE

- Taux d'aide FEDER :
 - Taux minimum : 40% du coût total éligible
 - Taux maximum : 60% du coût total éligible
- Coût total éligible minimum et maximum :
 - Mesure 1 :
 - Projets d'investissements : Entre 200 000€ HT et 1M€ HT
 - Etude ascenseurs valléens : Entre 100 000€ HT et 300 000€ HT
 - Mesure 2 : Entre 200 000€ HT et 1M€ HT
 - Mesure 3 : Entre 100 000€ HT et 300 000€ HT
- Enveloppe FEDER réservée à cet appel à projets : 4M€

Remarque : Pour un projet combiné Mesure 1 – Mesure 2, chaque volet du projet doit respecter les coûts éligibles minimums et maximums ci-dessus.

À l'issue de la phase d'instruction de chaque dossier, l'autorité de gestion applique un taux de cofinancement FEDER qui dépend notamment :

- Du montant des autres sources de cofinancement apportées au projet
- De la réglementation sur les aides d'Etat.
- Pour les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales des dispositions des articles L.1111-9 et suivants du code général des collectivités territoriales.

L'AG déclarera irrecevables les projets dont le montant de dépenses et/ou le taux d'aide européenne minimum ne sera pas respecté.

De même, à l'issue de l'instruction, seront présentés avec un avis défavorable au CRP les projets dont le montant de dépenses et/ou le taux d'aide européenne minimum ne serait plus respecté. Enfin, également à l'issue de l'instruction, l'AG plafonnera si besoin le montant de dépenses et/ou le taux d'aide européenne maximum pour les projets dépassant les montants et taux d'intervention indiqués ci-dessus.

5. CRITERES TECHNIQUES DE SELECTION DES PROJETS

Les projets répondant aux critères d'éligibilité des opérations seront sélectionnés au regard des critères de sélection détaillés en annexe 1 de cet appel et selon les modalités décrites dans le guide du candidat.

L'analyse de ces différents critères se fera au regard des éléments contenus dans l'ensemble du dossier de demande. L'annexe 3 du dossier de demande est spécifiquement dédiée à l'analyse des principes horizontaux. L'annexe 2 « Description détaillée du projet », permet de fournir des renseignements détaillés sur les autres critères.

Seront favorisés les projets qui proposent une approche :

- Structurante pour le Massif alpin, notamment :
 - Caractère inter-régional : projets ayant trait à des grands itinéraires (notamment inscrits dans les schémas nationaux et régionaux des véloroutes, réseau ferroviaire, grands axes routiers), revêtant une dimension inter-régionale significative
 - A défaut du caractère inter-régional, projets proposant une approche structurante pour le territoire sur lequel ils se déroulent (notamment du point de vue de la mobilité du quotidien, du report modal, du rôle de désenclavement etc.) et intégrant une démarche de capitalisation / partage de l'expérience
- Pérenne, notamment du point de vue de la résilience face aux risques naturels, dans une logique d'adaptation au changement climatique,
- Intégrant une approche environnementale et éco-responsable, notamment :
 - Projets portant une attention particulière à la lutte contre l'imperméabilisation des sols,
 - Projets portant une attention particulière à la préservation du milieu naturel,
 - Projets n'induisant pas d'abattage d'arbre,
 - Projets ayant recours à des matériaux biosourcés, c'est-à-dire issus de la matière organique renouvelable (bois, chanvre, paille, ouate de cellulose, textiles recyclés, etc.),
 - Projets portant une attention particulière à l'enjeu déchets (par exemple pour les projets d'investissement : tri des déchets à la source sur le chantier de travaux, mise en place d'équipements de tri sélectif des déchets sur le lieu d'activité, pratique de compostage, panneaux d'information / sensibilisation type « ramenez vos déchets »)
- De coordination entre les parties prenantes et les secteurs concernés (transports, tourisme, infrastructures, services, technique, etc.)

6. INDICATEURS

Les projets soutenus par des crédits européens doivent s'inscrire dans une logique de performance qui s'évalue par les indicateurs suivants, au titre de la mesure 1 uniquement :

- RCO74 : Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré
- RCO75 : Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet. Ces données seront à fournir lors de la constitution de votre dossier de demande d'aide mais également lors des demandes de paiement.

Les informations relatives aux indicateurs sont détaillées en annexe 2 de cet appel.

7. PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS

Pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le [guide du candidat](#).

➤ 7.1 Portail e-Synergie

Le dépôt des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

➤ 7.2 Composition du dossier de candidature

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents disponibles à cette adresse : [Documents clés 2021-2027 - Europe en Région Sud \(maregionsud.fr\)](#) et notamment du guide e-synergie : [Guide Utilisateur E-SYNERGIE V1.pdf](#).

➤ 7.3 Contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter [*sur la base de la [fiche de renseignements disponible sur la page dédiée à l'appel](#)*].

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Direction des Programmes FEDER - FSE+ - FTJ

Service FEDER Territorial

04 91 57 53 06

sft@maregionsud.fr en précisant en objet l'intitulé de l'appel

➤ 7.4 Recevabilité du dossier de candidature

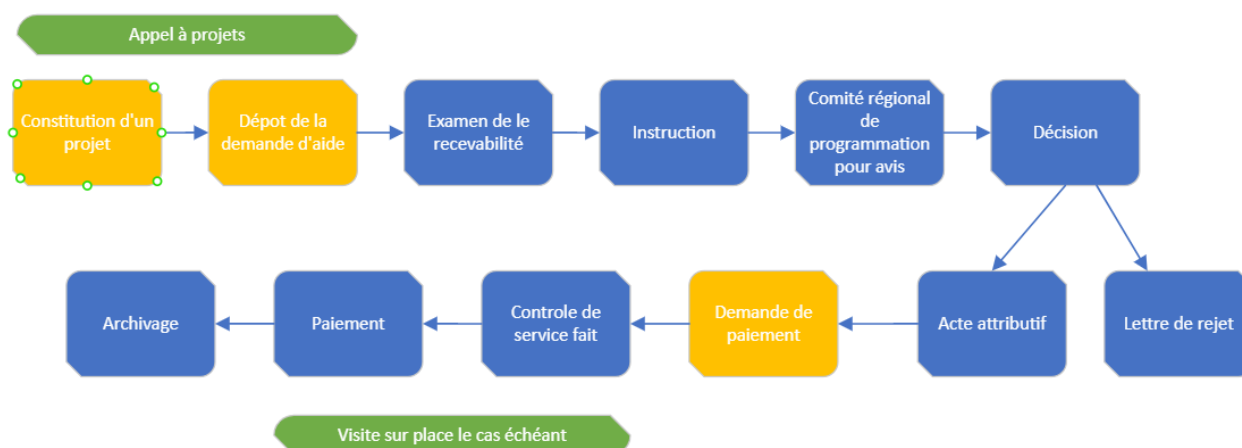
Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

Un dossier est jugé recevable s'il est déposé dans le calendrier d'ouverture de l'appel à projets, daté et signé par une personne habilitée dont délégation et/ou pouvoir devront être justifiés par tout moyen et s'il respecte les termes du point 4 du présent appel à projets.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

8. MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS

Les modalités de recevabilité, de sélection et de conventionnement des projets sont détaillées dans le [guide du candidat](#).



Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme :

- d'une avance : sous réserve de l'avis favorable de l'autorité de gestion, et dans la limite de 30% du montant FEDER programmé. L'avance octroyée sera déduite des versements suivants.
- d'un acompte : sur justification des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.
- d'un solde : sur justification des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

9. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le [guide du candidat](#) et dans le guide du bénéficiaire.

10. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

➤ 10.1 Respect de la confidentialité

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

➤ 10.2 Traitement et protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

ANNEXE I RELATIVE AUX CRITERES DE SELECTION

	Note / 20	Critères	Note / 20	Sous-critères	Note / 20
I QUALITE	14	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation	2	Pertinence des types d'actions au regard des objectifs du projet	1
				Caractère partenarial : coordination avec les acteurs des secteurs concernés (transports, tourisme, infrastructures etc.), les usagers (démarche participative etc.)	1
		Appréciation du niveau de maturité du projet	3	Maturité organisationnelle : organisation du pilotage du projet et rôle et responsabilités du porteur de projet et des parties prenantes	1
				Maturité technique : calendrier de mise en oeuvre précis, études préalables réalisées, prise en compte des autorisations administratives nécessaires	1
				Maturité financière : niveau de précision des coûts estimés, équilibre du plan de financement abouti, chiffrage de niveau maîtrise d'œuvre, identification des marchés à passer ou déjà passés	1
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire	8	Caractère structurant et plus-value du projet dans son domaine ou sur le territoire (notamment caractère inter-régional, prise en compte de la mobilité du quotidien, report modal, désenclavement etc.)	4
				Viabilité et pérennité du projet au-delà du financement européen, notamment du point de vue de la résilience face aux risques naturels	2

				Projet intégrant une approche environnementale et éco-responsable (matériaux utilisés, lutte contre l'imperméabilisation des sols, prise en compte du milieu naturel, gestion des déchets, absence d'abattage d'arbres etc.)	2
		Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/Charte des droits fondamentaux	1	Prise en compte des enjeux du développement durable, respect des principes de l'égalité hommes-femmes et de non-discrimination au sein de la structure	1
II PERFORMANCE	6	Capacité administrative du porteur	2	Moyens humains dédiés à la gestion du dossier	1
				Modalités de suivi du dossier européen et procédures internes mises en place	1
		Performance financière du projet	3	Capacité financière du porteur de projet et potentiel de certification de dépenses, simplicité du plan de financement, expériences de gestion de dossiers de financements européens	3
		Contribution du projet aux indicateurs du programme	1	Niveau de contribution du projet à l'atteinte des valeurs-cibles des indicateurs de réalisation et de résultat du Programme	1

ANNEXE 2 RELATIVE AUX INDICATEURS

Le suivi des indicateurs est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Lors de l'instruction de votre dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les indicateurs relatifs à cet appel à projets (mesure 1 uniquement) :

Référence de l'indicateur sous e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir et moment de valorisation	Cible que la Région doit atteindre en 2029
RCO74 (Indicateur de réalisation)	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	Nombre d'habitants	Détail de la population couverte par l'Espace Valléen via documents INSEE notamment sera renseigné par l'Autorité de Gestion	Bien renseigner le lieu de réalisation de l'opération et valeur conventionnée sur e-Synergie Valorisation : L'indicateur peut être valorisé dès la 1ère demande de paiement et à compléter sur e-Synergie	1 176 000 habitants
RCO75 (Indicateur de réalisation)	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	Nombre de stratégies soutenues	L'Autorité de gestion va vérifier que le projet s'inscrit bien dans un EV et va conventionner cet indicateur (1 projet = 1 stratégie soutenue). Si plusieurs EV sont concernés alors indiquer le nombre d'EV.	Valorisation : L'indicateur peut être valorisé une fois le projet terminé et est à compléter sur e-Synergie lors de la demande de paiement du solde	53 stratégies soutenues